

LA COLLABORATION ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ

Depuis 1997, la Loi sur l'instruction publique reconnaît que la communauté et les parents sont des partenaires importants du projet éducatif de l'école. Cette ouverture de l'école à sa communauté et la promotion de la participation des parents représentent des stratégies d'intervention particulièrement souhaitables, notamment dans les milieux défavorisés sur le plan socioéconomique. Or, bien que le système scolaire québécois encourage de plus en plus cette collaboration école-famille-communauté, on possède peu de connaissances sur les mesures établies et les objectifs poursuivis.

Afin de combler cette lacune, Angèle Bilodeau, professeure de clinique à l'École de santé publique de l'Université de Montréal, et son équipe ont dressé l'éventail des mesures qui résultent de cette collaboration dans quatre communautés montréalaises pluriethniques qui évoluent dans un milieu défavorisé.

UN LARGE ÉVENTAIL DE MESURES

Les chercheurs ont analysé les interventions mises sur pied par les réseaux locaux école-famille-communauté dans quatre écoles primaires et cinq écoles secondaires établies dans des territoires ciblés. À partir d'une recension de tous les arrangements collaboratifs entre les écoles et les acteurs de leur communauté, l'équipe a constaté que les établissements d'enseignement collaborent principale-



Un autre tiers des activités que permet cette collaboration est consacré au développement des compétences sociales des enfants. En collaboration avec les centres de santé et de services sociaux, les services municipaux et certains organismes communautaires, les quatre écoles primaires organisent des activités qui abordent des sujets comme l'intimidation, la violence, la sécurité, les gangs de rue, l'estime de soi et la résolution de conflits. On met aussi en place des activités visant à faciliter l'adaptation des jeunes issus de l'immigration à la société québécoise. Les objectifs les plus courants au primaire sont le soutien au développement, la socialisation et l'intégration des enfants.

parents, en comparaison avec le primaire (16 % contre 41 %).

Tant au primaire qu'au secondaire, les mesures qui résultent de la collaboration école-famille-communauté tiennent compte de la défavorisation matérielle et offrent donc un accès gratuit ou à faibles coûts aux activités, à la nourriture, au matériel scolaire, au transport ou au service de garde. « Pour ce qui est de la défavorisation sociale, on en tient surtout compte dans l'application des mesures de soutien à la réussite scolaire, afin d'affronter les problèmes de persévérance scolaire ou de comportement souvent associés aux milieux défavorisés. »

La collaboration école-famille-communauté reste une voie à privilégier, tant pour soutenir l'intégration scolaire et sociale des jeunes que pour favoriser les retombées communautaires positives qu'elle génère, notamment sur le plan de l'enrichissement du milieu et des liens sociaux.

ment avec les organismes communautaires, qui s'impliquent dans 86 % des activités et des services offerts aux jeunes. Cette participation fait en sorte que le milieu communautaire est le premier partenaire des écoles, alors qu'il est aussi reconnu comme partenaire traditionnel du milieu de la santé et des services sociaux.

Au primaire, environ le tiers des activités qui résultent de la collaboration école-famille-communauté est consacré au sport, à la culture et aux loisirs. « La pratique des sports d'équipe est bien implantée et elle existe depuis longtemps dans les quatre écoles primaires », constatent les chercheurs.

Au secondaire, les activités sportives et culturelles et les loisirs sont aussi importants qu'au primaire. « Cependant, ce sont surtout les interventions liées à la réussite scolaire qui différencient les mesures employés au secondaire, en mettant l'accent sur la prévention du décrochage et l'insertion dans le marché du travail », précise l'équipe de recherche. Les objectifs sociaux et ceux liés à la santé dominent au secondaire comme au primaire, mais on accorde une plus grande attention au parcours scolaire des jeunes. Les chercheurs ont d'ailleurs relevé qu'au secondaire, la collaboration des écoles avec leur communauté cible davantage les jeunes, mais bien peu leurs

DES MESURES COHÉRENTES

Les résultats de la recherche de l'équipe d'Angèle Bilodeau révèlent que la cohérence des interventions est nettement plus forte lorsque les partenaires de toutes les écoles d'une même communauté participent à la planification de l'intervention. On observe alors une plus grande cohérence de l'action qui en découle dans la continuité des interventions entre les écoles primaires et secondaires, par exemple, ou lors d'interventions à large spectre qui ciblent à la fois les jeunes, les parents et la communauté.

En tant que stratégie de lutte contre la pauvreté, la collaboration école-famille-communauté reste une voie à privilégier, tant pour soutenir l'intégration scolaire et sociale des jeunes que pour favoriser les retombées communautaires positives qu'elle génère, notamment sur le plan de l'enrichissement du milieu et des liens sociaux.